

**Demande déposée le 25/05/2022 et complétée le 24/06/2022**

**N° PC 072 346 22 Z0018**

Par :	<b>Monsieur GODARD Gwenael</b> <b>Madame ESNAULT Laetitia</b>
Demeurant à :	<b>8 rue des Cèdres</b> <b>72210 LA SUZE SUR SARTHE</b>
Sur un terrain sis à :	<b>1 rue des Mésanges</b> <b>72210 LA SUZE SUR SARTHE</b>
Cadastré :	<b>346 AX 68</b>
Nature des Travaux :	<b>Construction d'une maison individuelle avec garage</b>

Surface de plancher  
Créée : 124,8 m<sup>2</sup>

Destination : Habitation

**Le Maire de la Commune de La Suze-sur-Sarthe,**

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22/11/2007, modifié,  
Vu les pièces complémentaires reçues le 24/06/2022,

**CONSIDERANT** le projet de construction d'une maison individuelle avec garage accolé, en zone AUh du Plan Local d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** l'article AUh11-2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme qui dispose que la pente de toiture pour les constructions à usage d'habitation sera proche du rapport 1 sur 1, sans être inférieur à 40 degrés,

**CONSIDERANT** ce même article qui dispose que, pour les projets d'architecture contemporaine, les pentes de toiture pourront être inférieures à 40 degrés,

**CONSIDERANT** que la toiture du projet a une pente à 35 degrés et qu'au vu des pièces du dossier, notamment la notice qui indique uniquement que « ce projet, par son architecture contemporaine en harmonie avec les constructions pavillonnaires environnantes, s'intégrera dans le site sans en modifier l'impact visuel », le caractère contemporain n'est pas clairement justifié,

**ARRETE**

**ARTICLE UNIQUE :** Le présent Permis de Construire est **REFUSÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

La Suze-sur-Sarthe, le 11 juillet 2022  
L'adjoint au Maire,

  
**Pascal BRETON**



Date d'affichage du dépôt :  
Transmis à la Préfecture le :  
Notifié au pétitionnaire le :

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*